Digression sur un naufrage

On l'avait vue, la caste journalistique et sa cohorte d'éditorialistes, faire la fine bouche devant les massacres de la population civile de Gaza, s'aligner sur les éléments de langage de l'état-major de l'armée « la plus morale du monde », minorer systématiquement les chiffres des victimes palestiniennes au prétexte qu'ils venaient du ministère de la Santé gazaoui, censurer hystériquement le moindre intervenant de plateau qui osait évoquer un « génocide » possible ou, pour le moins, une « intention » ou une « logique génocidaire » en action, s'embourber dans une indécente propagande pro-Netanyahu, jeter le discrédit sur les avis de la Cour pénale internationale, traiter d' « islamiste » quiconque s'éloignait de l'alignement obligatoire sur le camp du Bien israélien. Engluée dans sa bêtise propagandiste, soumise à son inculture colossale, aveuglée par ses partis pris civilisationnels, elle avait simplement oublié, la caste, d'ouvrir les yeux sur une évidence aveuglante : le crime, lui, se voyait. Sur la base de la bonne foi, mais surtout des nombreuses images relayées par les Gazaouis eux-mêmes.

Et puis la « trêve » est intervenue le 19 janvier 2025, sous la forme d'un cessez-le-feu censé ouvrir la première phase, en trois actes, d'un accord entre Israël et le Hamas. Plus ou moins imposée par Trump – mais l'administration Biden aurait fait la même chose –, elle a permis la libération de 30 otages israéliens vivants et le transfert de 8 dépouilles contre la libération de centaines de prisonniers palestiniens. Interrompue unilatéralement le 17 mars par Netanyahu, l'offensive israélienne a repris dans la nuit du 17 au 18 provoquant, à Gaza, la mort de 400 personnes, dont plus d'un tiers était des femmes et des enfants[1].

S'il fallait un exemple, un de plus mais sans doute le plus flagrant, du discrédit dans lequel a mérité de sombrer la caste journalistique, son traitement de la situation à Gaza depuis, comme elle dit, la « rupture de trêve » –

[1] Cette « trêve » fut par ailleurs rompue à diverses reprises par Israël, les bombardements – provoquant la mort de plus de 200 personnes – n'ayant jamais totalement cessé. En outre, à partir de 2 mars, fut décrété un blocage de toute entrée de nourriture et d'aide humanitaire.

sans préciser qui l'a rompue – fera cas d'école[2] : un traitement infamant d'une population gazaouie déshumanisée, voire animalisée, dont le sort semble importer bien moins aux chroniqueurs des radios et télés publiques et privées du PAF que celui des otages « mis en danger » – sans préciser là non plus la responsabilité de Netanyahu en la matière ; une hiérarchisation de « l'information » reléguant le sort des Palestiniens en queue de peloton au prétexte que mieux vaut ouvrir un journal radio ou télévisé sur un rendez-vous téléphonique entre Trump et Poutine sur lequel on ne saura rien que sur une énième destruction massive sur laquelle on sait tout puisque Tsahal s'en vante et que ses hauts faits sont relayés sur tous les réseaux sociaux ; un cadrage des points de vue, enfin, qui toujours part des Israéliens – et particulièrement de ceux qui expriment dans la rue leur inquiétude pour les derniers otages – pour, en dernier ressort, réalimenter infiniment la pompe à mensonges et à fantasmes qui tend à faire de chaque Palestinien un complice ou un sympathisant du Hamas. Une authentique indignité.

La question, dès lors, vient d'elle-même. Il faudra quoi, quoi de plus que les quelque 50 000 noms et visages de Gazaouis effacés du monde des vivants – dont plus de la moitié étaient des femmes et des enfants – et les quelque 100 000 blessés ou estropiés à vie pour que, en évoquant leur sort, *Le Monde* parle enfin de « massacres », caractérisation qu'il avait pourtant employée sans faillir, et justement, pour qualifier le crime de guerre commis par la branche militaire du Hamas le 7 octobre 2023 ayant provoqué la mort de 1 200 Israéliens, hommes, femmes et enfants, et faisant quelque 5 000 blessés. C'est ce mécanisme du « deux poids-deux mesures », de la « double pensée » comme disait Orwell, du « double standard » comme on dit désormais, qui est intolérable, immoral, insultant pour quiconque est doté de raison, non pas partisane, mais simplement humaine.

Il faudra quoi, de même, pour que la caste médiatique dominante se souvienne et revendique enfin comme leurs les 232 journalistes palestiniens ciblés par les logiciels d'Intelligence artificielle de Tsahal et assassinés pour avoir fait leur travail de journalistes depuis le début de l'offensive israélienne. Cinq fois plus qu'au Vietnam ou en Afghanistan sur toute la durée de ces sales guerres impérialistes !

Il faudra quoi, enfin, pour que pointe sous les claviers ou dans les reportages médiatiques un chouïa d'indignation au vu des ambulances mitraillées, des « cuisines communautaires » bombardées, de la volonté clairement exterminatrice de l'État israélien sous capture fasciste d'affamer, en bloquant toute aide alimentaire, une population civile dans son entièreté. On me dira que c'est trop demander ou trop attendre. Possible, mais je ne me résigne pas à admettre que la décence ordinaire ait reculé à ce point dans les consciences soumises d'une profession qui, avant de devenir caste, avait su se ranger, au nom de la vérité simplement factuelle et en certaines occasions, dans le seul camp qui pouvait être le sien : celui de la critique des puissances massacreuses et d'une indépendance d'esprit revendiquée. Le naufrage, sur

[2] On lira, avec profit, à ce sujet, « Massacres à Gaza : l'indécence des médias français », en ligne sur https://lundi.am/Massacres-a-Gaza-l-indecence-des-medias-francais.

ce point, est total, ou presque, car il convient toujours, surtout au bord du gouffre, de saluer le courage des journalistes indépendants qui, individuellement ou collectivement, sauvent l'honneur en résistant encore à la dénaturation de la « vérité objective », celle qui atteste qu'un crime est un crime, un massacre un massacre et une logique génocidaire le fondement d'un génocide en cours.

C'est à l'esprit d'Orwell, celui de *1984,* qu'il faut toujours revenir pour traquer les « vérités alternatives », en révéler les fondements, dévoiler les objectifs de la *novlangue* qui les soutient, celle qui postule que « la guerre c'est la paix », que « la liberté c'est l'esclavage » et « que l'ignorance c'est la force ». C'est encore à partir d'Orwell qu'il faut saisir les glissements sémantiques de notre dernier demi-siècle et ses nouvelles déclinaisons néo-libérales – « l'égalité, c'est l'inégalité », « le marché, c'est le monopole », « la réforme, c'est la contre-réforme » –, pour ne citer que quelques-unes de ses sentences validées par un esprit du temps tout acquis à un relativisme fondé sur l'idée que la « vérité objective » n'aurait jamais existé.

« La liberté est la liberté de dire, pointait Orwell, que deux et deux font quatre. Si cela est accordé, tout le reste suit. » Or, c'est cela même, cette évidence, ce truisme, cet axiome que le discursif néo-libéral – sa *novlangue* – et la déconstruction postmoderne ont largement contribué à corroder. Vint un temps, en effet, dont nous sommes encore, où, émancipés d'une évidence mathématique, de nouveaux clercs attestèrent, du haut de leurs chaires, que deux et deux pouvait faire cinq, ou six, ou sept ou plus. Parce que la liberté, comme le théorisa Richard Rorty (1931-2007), philosophe, historien des idées, progressiste de gauche et héraut de ce relativisme en marche, ne serait rien d'autre, vue à partir de ce prisme, que « de croire ce qu'on [veut] croire sans qu'aucun critère absolu ne soit en mesure de normer le désir de croyance », comme le nota Renaud Garcia dans son *Désert de la critique*[3]. Partant de là, tout est possible, mais d'abord le pire : « le mensonge c'est la vérité », « l'émigré c'est un profiteur » et « le dérèglement climatique c'est un canular ».

Le moment Gaza, ce moment qui dure et conduit inexorablement à l'écrasement planifié d'un peuple abandonné et exténué, est révélateur de l'état déliquescent d'un monde naufragé où la barbarie progresse et où, de même que le doit international, tout sens commun semble en voie de disparition. Le séisme cognitif qui le caractérise est le signe évident d'un effondrement de la raison commune, celle qui fonde, sur la base de l'analyse du réel, la conviction que nous sommes confrontés – à Gaza comme en Cisjordanie – à

[3] Pour aggraver le cas de Rorty, on ajoutera que, dans *Contingence, ironie et solidarité* (1989), l'auteur ne semble retenir de la scène de *1984* où O'Brien torture Winston pour lui faire admettre que deux doigts plus deux doigts pouvaient faire cinq doigts, que « l'habileté d'O'Brien à mettre en lambeaux les esprits humains et à les reconstruire à neuf en les façonnant à sa guise » (p. 244 de l'édition Armand Colin de 1993). Commentant ce jugement de Rorty, Renaud Garcia note à juste titre, dans son *Désert de la critique : déconstruction et politique* (L'échappée, 2021, p. 122), qu'il livre « une définition correspondant assez bien au geste de la déconstruction ».

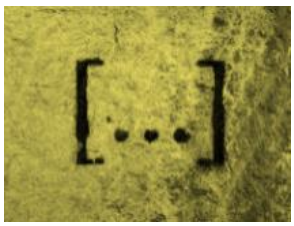
une entreprise de destruction massive fondée sur une conviction mortifère : eux ou nous. Rarement sans doute, cette logique ne s'est exprimée dans l'histoire avec une telle clarté. Et pourtant, à de rares exceptions près, la caste médiatique a décidé de ne rien voir des enjeux que ce massacre méthodique des Palestiniens induit pour l'humanité entière à un moment de l'histoire où partout progressent le plus odieux suprématisme et la plus sauvage loi du plus fort.

Don't look up semble être devenu, désormais, le credo de ceux qui sont payés pour voir et pour révéler. Daniel Schneidermann évoqua, à propos de la couverture médiatique, en 1933, de l'arrivée au pouvoir des nazis[4], une « catastrophe professionnelle » où l'évitement était une manière de ne pas voir. Il y a de cela, évidemment, dans le naufrage informationnel dominant d'aujourd'hui, mais il y a pire : un alliage d'inculture majuscule, de médiocrité sans limites et de mauvaise foi avérée – celle-là même dont atteste, sur les plateaux du néant, la réitérante (et paralysante) accusation d'antisémitisme proférée *ad nauseam,* chaque fois qu'un intervenant s'insoumet au discours dominant, par des éditorialistes qu'on ne savait pas, jusqu'à des temps récents, si scrupuleux sur la question. Notamment dans les écuries bolloréennes.

Mais qu'a donc à voir l'antisémitisme avec la dénonciation d'une logique génocidaire visant à l'éradication des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ? Par quel processus confusionnel peut-on arriver à une telle conclusion absurde ? Par quel réductionnisme du *cogito* peut-on faire de Benjamin Netanyahu, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir des représentants tout juste extrémistes d'une légitime cause juive et *a contrario* soupçonner d'antisémitisme les nombreux Juifs qui, de par le monde, sur les campus et dans les manifs, refusent qu'on les assimile de près ou de loin à ces criminels de guerre. Le seul espoir qui demeure, pour que recule l'antisémitisme que le philosémitisme colonial des partisans du Grand-Israël charrie plus que tout, c'est que ce trio finisse devant un Tribunal international et les falsificateurs qui les ont soutenus dans les poubelles de l'Histoire.

Freddy GOMEZ

– *À contretemps* / Odradek -« Digressions » / avril 2025 –
[http://acontretemps.org/spip.php?article1107]



AC

[4] *Berlin, 1933 : la presse internationale face à Hitler*, Le Seuil, 2018.